

DEPARTEMENT SEINE MARITIME
CANTON Canteleu
COMMUNE CANTELEU

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

DÉCISION DU MAIRE N° DEC-0036/24
PRISE EN VERTU D'UNE DÉLÉGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Direction des Services Techniques -

Nous, Tom DELAHAYE,
Maire de la commune de CANTELEU

VU :

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22,
- la délibération DE-31/24 du 26 février 2024 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 susvisé, et notamment l'alinéa n° 4 de prendre toute décision concernant la préparation des marchés et des accords-cadres sans limite de montant et lorsque les crédits sont inscrits au budget ; De prendre toute décision concernant la passation, l'exécution et le règlement des marchés* dont les accords-cadres, de fournitures, de services et de travaux, y compris les modifications en cours d'exécution et de procéder à la résiliation des marchés si nécessaire, dans la limite d'un montant inférieur au seuil fixé par la commission européenne pour les marchés de fournitures et de services, et lorsque les crédits sont inscrits au budget, * *Par marché, il faut entendre ici l'opération homogène et globale comprenant un ou plusieurs lots.*
- La décision du Maire n° DEC-161/23 en date du 28 décembre 2023,

CONSIDERANT QUE :

- il a été constaté des incohérences et des anomalies dans le numérotage de voirie existant,
- cette situation génère d'importantes difficultés dans la mise en place de nouveaux numérotages,
- aujourd'hui, aucune adresse n'étant certifiée, sa géolocalisation physique avec précision est rendue impossible,
- il est donc nécessaire de mettre en œuvre un audit pour permettre la certification de l'ensemble des adresses sur le territoire Cantilien,
- le devis initial de LA POSTE datant du 10 novembre 2023 a été actualisé et revu à la hausse,
- La Ville de Canteleu, labellisée « Territoire Engagé-Climat-Air-Energie » intègre dans ses Marchés Publics la recherche systématique d'actions en faveur des objectifs du développement durable,

DECIDE :

ARTICLE 1er : Le bon de commande initial d'un montant de 15 047,47 euros HT (18 056,96 euros TTC) relatif à la prestation citée ci-dessus a été signé par la ville au profit de LA POSTE (75015 Paris) mais doit être actualisé.

La mise en œuvre d'un audit pour permettre la certification de l'ensemble des adresses sur le territoire Cantilien s'élève au final à 15 074,78 euros HT soit 18 089,73 euros TTC.

ARTICLE 2 : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Mairie et transmise au représentant de l'Etat dans le département. Il en sera rendu compte en communication au Conseil Municipal de Canteleu lors de sa plus proche réunion obligatoire.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne d'assurer l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Selon les dispositions prévues aux articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou sa notification :

- d'un recours gracieux motivé auprès du Maire,
- d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN.

L'application Télérecours est accessible par le site www.telerecours.fr.

FAIT A CANTELEU, le 19 avril 2024

Le Maire



Tom DELAHAYE

Loi du 2 mars 1982

ACTE EXECUTOIRE

Exécutoire le : 19/04/2024

Affichage le : 19/04/2024

Notification le : 19/04/2024

Préfecture le : 19/04/2024

ID DEMAT : 076-217601574-20240419-lmc1H12261H1-AR